

**Discours de Jean Claude MONTBLANC, Président du Syndicat Mixte
à l'occasion de l'inauguration de l'extension du Parc d'activités économiques ALP'ARC
du 30 Septembre 2022.**

Madame la Députée, M. Le Préfet, Mmes et Mrs les Présidents d'Intercommunalité, Mmes et Mrs les Conseillers Régionaux, Mmes et Mrs les Conseillers Départementaux, Mmes et Mrs les Maires, Mmes et Mrs les élus, Mmes et Mrs les anciens élus ; Mmes et Mrs les chefs d'entreprises et entrepreneurs, Mesdames et Messieurs, chers amis...

Notre conseil syndical d'Alp'Arc et moi-même, sommes vraiment très heureux de vous accueillir pour **ENFIN** inaugurer l'extension du Parc d'activités.

Nous avons besoin de foncier économique. Nos territoires se développent. Nos entreprises se développent. Nous avons la chance d'avoir enfin un gouvernement qui croit à l'industrie. C'est également la volonté de la région que de ré-industrialiser. Je me permets de le souligner car il n'est pas si courant que notre Région soit en accord avec le gouvernement.

Et pour ce qui concerne nos territoires, développer l'économie et l'industrie a toujours été notre volonté et notre vision. Parfois même à l'encontre de notre département qui pense toujours un peu trop souvent que l'économie de la Savoie, c'est le tourisme. Nous pensons, et c'était partagé du temps où Xavier Dullin et Dominique Dord présidaient les agglomérations de Chambéry et d'Aix les Bains, que l'économie classique et surtout l'industrie de nos territoires doivent être soutenues et développées. Le tourisme, quant à lui n'a pas que des vertus et doit de toute façon se réinventer rapidement.

Mais nos territoires sont géographiquement extrêmement contraints et nous avons conscience qu'il nous faut réduire l'artificialisation des espaces naturels et agricoles... néanmoins cela ne peut pas se faire au détriment du développement économique et encore moins industriel, ce dernier nécessitant de grandes parcelles.

C'est pour cela qu'aujourd'hui nous sommes fiers d'inaugurer cette extension qui ne nous concerne pas nous seuls. Elle représente en effet la dernière réserve foncière économique significative de Savoie et même un peu au-delà.... Il serait urgent que tous nos élus prennent conscience de cet enjeu.

Mais ce qui doit nous alerter est la durée pour réussir une telle extension... 18 ans ! Trois mandats d'élus ! Comment peut-on imaginer préparer le futur quand il nous faut de tels délais pour concrétiser une idée ? Comment garantir à nos concitoyens que nous répondons à l'urgence du moment lorsque les réponses que nous construisons prennent autant de temps ?

Comment les choses ont-elles pu prendre autant de temps ? Entre le moment où la commune de Bourgneuf dont je salue Madame le Maire Nicole BOUVIER et excuse Aimé Henriquet l'ancien Maire, avait imaginé mettre à disposition du foncier pour l'économie et aujourd'hui, ont certes eu lieu beaucoup d'évènements. Un des plus significatifs aura été l'incendie du tunnel du Mont-Blanc et l'engagement de l'État de créer une plateforme de ferroutage sur la partie actuelle du parc, grevant celui-ci de près de 17 hectares initialement dédiés à l'économie. C'est ce qui a donc rendu nécessaire l'extension.

Celle-ci a été pensée avec **une idée très simple** : conjuguer le développement **ET** la protection de l'environnement. Il s'agit notamment pour nous de sortir des discours habituels où l'on cherche à opposer l'un à l'autre. Nous avons l'ambition de permettre le développement tout en protégeant les espèces, les ressources, l'environnement. Ce faisant, nous nous inscrivons dans une dynamique que nos territoires portent notamment au travers du Scot de Métropole Savoie dont je salue la présence du Président Thibault Guigue et de la Directrice Emmanuelle Blanchet. Notre SCOT n'a pas attendu la loi ZAN pour avancer de manière responsable en conjuguant l'économie de consommation foncière, le développement et la protection de l'environnement et des ressources.

C'est cette approche qui nous a inspirés pour cette extension que nous inaugurons.

Concrètement sur ce parc, nous avons déplacé une prairie sèche, protégé l'habitat des chauves-souris, reconstruit l'habitat des reptiles, créé des parkings perméables ainsi que des noues pour l'écoulement des eaux de pluie. Nous avons réduit les espaces de stationnement, et nous nous sommes obligés à une plus grande densité de construction que ce qui a été fait jusqu'ici dans nos parcs. Nous avons compensé les espaces boisés détruits, planté des espèces mellifères pour permettre aux abeilles de travailler dans les meilleures conditions.

Nous avons aussi créé un corridor pour la grande faune. Il permet de rejoindre le grillage de la voie ferrée à celui de l'autoroute. Sur ce dernier point, nous n'avons pas eu l'impression de faire quelque chose d'une intelligence extrême. Mais il s'agissait là, de répondre aux exigences des services de l'Etat sans trop discuter, ni risquer de rajouter des délais aux retards. Car les relations avec les services de l'Etat auront été bien compliquées, au travers des demandes évolutives, des exigences toujours revues à la hausse générant des études complémentaires, des études nouvelles, des nouveaux délais et des coûts supplémentaires. Mais cela n'explique pas complètement ces 18 années...

De fait, si beaucoup d'élus regrettent la mise en place de la loi « Notre », ce n'est pas notre cas. Car cette loi nous aura permis à nous, élus locaux de ce territoire, de reprendre la maîtrise de nos affaires et notamment la maîtrise de la gestion de ce Parc, jusqu'alors placée sous la Présidence du Département avec une conviction assez relative, il faut le dire.

Nous avons donc repris la main depuis cinq années avec une volonté affirmée d'avancer et avons aussi bénéficié du soutien de certaines personnes ici présentes (notre députée Émilie Bonnard, les anciens députés Michel Bouvard et Patrick Mignola...). Nous avons d'abord réussi à reprendre la maîtrise d'une friche industrielle, le bâtiment « Arcelor Mittal » situé sur la partie initiale du Parc. Il s'agissait là de nous assurer de pouvoir garder une entreprise sur notre territoire dont nous savons qu'elle aura besoin de s'étendre... Ce fut une belle bagarre et surtout une opération très compliquée qui n'a pu aboutir que grâce à l'intervention et au savoir faire de la SAS dont je salue les représentants ici présents, le Directeur Jean Christophe Ailloud et Emmanuelle la chargée de projets.

Puis, nous avons réussi à obtenir de l'État qu'il nous rachète le tènement de la plateforme de ferroutage tout en nous garantissant l'accès à la voie ferrée pour nos entreprises et dans le futur aux voyageurs.

Il faut dire que ce tènement de 17 hectares était assez loin de notre « business model ». En effet, si nos territoires ont le souci de développer l'économie et de consacrer du foncier pour le permettre, c'est à la fois pour créer des emplois dont nos habitants et leurs enfants ont besoin mais également pour les ressources fiscales que cela génère. Or ces 17 ha n'avaient permis la création que d'une vingtaine d'emplois, là où actuellement nous en viserions entre 650 et 700, et les conditions de mise à disposition étaient assez éloignées des prix de marché. Il aura fallu l'intervention de Madame Élisabeth Borne à l'époque Ministre des transports pour que l'État entende notre demande. Monsieur le Préfet, je tiens à remercier ici l'un de vos prédécesseurs avec lequel nous avons négocié cette reprise. Ainsi l'État au travers le département s'est également engagé à réaliser le rond-point d'entrée du Parc et à remettre en état la route fortement dégradée par les poids lourds de la plateforme de ferroutage. Ces travaux ont été réalisés sous la conduite du département et de Monsieur Auguste Picollet ici présent que je salue et remercie.

Mais à dire vrai, ce qui rend notre conseil syndical particulièrement fier, est la réalisation d'une boucle géothermale de grande capacité qui permet aux entreprises de bénéficier d'une ressource énergétique renouvelable, décarbonée et a un prix aujourd'hui attractif et surtout stable. Il s'agit d'une première en France sur un Parc d'activités. Là encore il a fallu faire preuve d'audace et de ténacité. Pour mémoire, l'idée de cette boucle a pour origine Métropole Savoie qui avait fait un recensement des ressources énergétiques de nos territoires. Il avait été identifié une ressource très importante au lac du Bourget, nommée Beaulac et la nappe sous notre parc. Je déplore ici que rien n'ait avancé du côté de « Beaulac ». Il est à craindre que le projet se soit noyé !

De son côté, notre syndicat a rapidement décidé d'étudier puis de créer cette boucle sur notre parc, mais je dois dire que nous nous sommes sentis bien seuls. Si d'autres territoires, dans d'autres départements, ont su se doter d'une structure pour réaliser de tels projets d'ampleur, ce n'est pas le cas dans le nôtre. Notre syndicat a donc dû s'entourer de bureaux d'études mais aussi prendre les compétences « producteur d'énergie » puis « fournisseur d'énergie », imaginer des modalités tarifaires etc. Heureusement, nous avons bénéficié du soutien des services de l'Etat et de l'Adème que je remercie et salue.

Et cette boucle géothermale permet également d'assurer la protection incendie de toutes les entreprises qui s'implanteront sur l'extension du parc. Il s'agit ici à la fois de répondre à une obligation mais aussi de préserver l'eau potable et de faire de sérieuses économies de création de réseaux.

Je le dis avec fierté, cette extension répond à de vrais besoins, elle est porteuse d'une vision de l'avenir et d'une vraie ambition. C'est aussi un vrai travail d'équipe entre deux intercommunalités qui ont montré qu'elles savent travailler intelligemment ensemble et je remercie chacun des élus ainsi que les deux présidents.

Aujourd'hui, le budget global de l'opération d'extension avoisine les 17 millions d'euros. C'est un pari sur le futur qu'il nous faut gagner. Nous commençons à avoir des contacts sérieux avec des entreprises dont l'une se situe dans le secteur des « semi-conducteurs de demain » et pourrait avoir d'importants besoins fonciers.

Il faut dire que nous comptons également sur le Lyon Turin qui, aujourd'hui, est un chantier autour de la création du tunnel de base mais devrait demain être beaucoup plus vaste, de par la réalisation des accès. Je salue d'ailleurs la présence de Josiane Beaud Cheffe de la délégation française de la commission intergouvernementale pour la préparation de la liaison Lyon-Turin. En ce qui nous concerne, nous sommes résolument pour la réalisation du Lyon Turin permettant le report massif du fret sur la voie ferrée, sur une voie dédiée permettant ainsi d'utiliser au mieux, pour les déplacements du quotidien, les lignes actuelles. Le Scot de Métropole Savoie a d'ailleurs été à l'initiative d'une étude pour la réalisation d'une forme de RER entre Grenoble et Aix-les-Bains mais aussi permettant d'aller vers les vallées afin de répondre aux besoins de déplacements du quotidien en diminuant le recours aux véhicules individuels. Et notre plateforme de ferroutage avec l'autoroute ferroviaire alpine aura toujours son rôle à jouer mais pour des besoins plus locaux.

Nous le voyons, notre Parc d'activités s'inscrit dans un projet plus large dans lequel développement et protection de l'environnement vont de pair.

Nous souhaitons donc et espérons que les services de l'Etat seront à nos côtés ainsi que TELT pour que le foncier économique puisse également servir aux entreprises qui vont participer à la construction de toutes ces infrastructures. Nous avons notamment eu contact avec une entreprise en charge de réaliser les voussoirs en béton pour le tunnel. Notre solution permettrait de répondre à leurs importants besoins énergétiques, avec une énergie complètement décarbonée à un coût compétitif, tout en répondant également à leurs besoins fonciers. Notre solution leur permettrait aussi un accès à la voie ferrée pour transporter d'une part tout ce qui entre dans la fabrication de leurs voussoirs et, d'autre part, leurs produits finis.

Comme vous le voyez, chers amis, cette extension du Parc d'activités vient à point nommé pour répondre aux besoins de nos territoires et est un bon exemple que notre futur ne doit pas opposer le développement à la protection de l'environnement. Nous démontrons ici que le « ET » est tout à fait

possible. Nous proposons ici de développer ET de protéger... c'est à cette condition que nous pourrions avancer face aux enjeux sociétaux qui sont les nôtres.

Avant de laisser la parole à notre Députée et à vous, Monsieur le Préfet, je voudrais remercier quelques personnes ici présentes.

Tout d'abord Patrick Mignola. Patrick, tu as, lorsque tu étais au Parlement, tellement œuvré pour la Savoie. Je pense ici au Plan Neige pendant la crise du COVID et au nouveau Plan Montagne, je pense à ton action pour que la CNR continue de servir nos intérêts, de tes prises de position sur l'hydraulique et j'en oublie. Je suis particulièrement déçu que tu n'aies pas été réélu et que certains élus savoyards ont préféré ne pas te soutenir plutôt que reconnaître ton talent. Pour moi, la Savoie a beaucoup perdu en ne t'ayant plus proche du gouvernement... C'est une profonde erreur. En tout cas je me souviens que grâce à toi, j'ai pu rencontrer Élisabeth BORNE, à l'époque Ministre des transports pour parler de notre plateforme de ferroutage. Je me souviens également que j'ai pu rencontrer Agnès Pannier-Runacher, à l'époque en charge de l'industrie, pour parler de notre territoire, de certaines de ses entreprises et de la meilleure façon de coopérer pour que nos territoires puissent répondre aux attentes de l'État en matière de réindustrialisation. Merci à toi.

Je souhaite également remercier notre députée Émilie Bonnard. Tu es toujours à nos côtés dès qu'il s'agit de développement économique, dès qu'il s'agit de soutenir une entreprise, et quand il s'agit de résoudre un problème épineux comme ce fut le cas pour « récupérer » la friche Arcelor Mittal.

J'associe Michel Bouvard à ces remerciements. Merci Michel de nous avoir soutenu et très concrètement aidé dans cette opération. À dire vrai votre soutien a toujours été réel sur Alpespace comme sur Alp'Arc. Merci à vous.

Je remercie également la SAS dont nous avons essayé, en vain, de tester les limites en vous demandant de répondre à une demande très complexe où il s'agissait de récupérer un bâtiment pour le mettre à disposition d'une entreprise, permettre aux occupants de trouver des solutions pour poursuivre leurs activités. Merci à vous.

Je remercie également la Fédération de pêche avec laquelle nous travaillons « main dans la main », ce qui vous permet aujourd'hui d'être accueilli dans un cadre exceptionnel et sera un atout certain pour les entreprises et leurs salariés.

Je souhaite également saluer notre trésorier-payeur Guy Poncet qui nous suit depuis plusieurs années. Il est absent aujourd'hui mais je sais qu'il souhaitait venir. Nous apprécions énormément la qualité de ses interventions à nos côtés. Il fait partie de ces hauts fonctionnaires qui comprennent les élus et qui savent mettre leurs compétences au service de leurs projets. C'est un vrai bonheur de travailler avec vous.

Il me faut également saluer Aimé Henriquet, Maire de Bourgneuf jusqu'en 2020 et, à ce titre, membre de notre comité syndical. Il est absent aujourd'hui et j'en suis triste pour lui. Il est à l'origine de ce parc faisant ainsi preuve d'une vraie vision du futur mais aussi d'une grande exigence et de beaucoup de pugnacité. Il m'a souvent servi de modèle.

Je remercie « l'équipe » du Parc, notre Directeur François-Xavier toujours investi à 200% et Isabelle, malheureusement absente aujourd'hui. C'est grâce à votre investissement de chaque instant que nous sommes enfin à inaugurer cette extension.

Enfin, je voudrais remercier chaleureusement mes deux Présidents de Communauté de communes qui ont fait preuve d'une très grande confiance en me proposant la présidence de ce Syndicat mixte et surtout en étant à nos côtés à chaque fois que le besoin s'en fait sentir. Merci.

Je vous propose à présent de passer la parole à notre Député, puis à vous Monsieur le Préfet.

Merci de votre attention.